

TIMBUKTU INSTITUTE

African Center for Peace Studies
www.timbuktu-institute.org

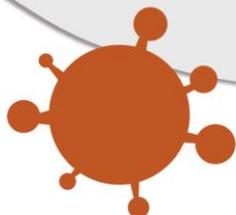
KONRAD
ADENAUER
STIFTUNG

Note d'analyse N° 2

Cette note d'analyse s'inscrit dans la série des publications de Timbuktu Institute avec le soutien de la Fondation Konrad Adenauer sur la société civile à l'épreuve de la pandémie COVID-19 au Sahel.

FEMMES DU SAHEL ET RÉSILIENCE FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19 : CONTRIBUTIONS ET CONTESTATIONS





10
ans

2010 - 2020

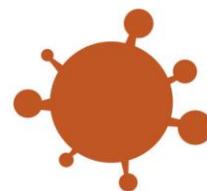
À l'occasion des 10 ans d'ONU FEMMES, Timbuktu Institute rend hommage à tous ceux qui se sont engagé(e)s pour la promotion des droits des femmes et de leur autonomisation

Recherche réalisée entre le 1^{er} et le 30 Juin sur le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad.

Sous la direction de **Bakary SAMBE**, Directeur du Timbuktu Institute

Chargés de recherche : **Yague SAMB**, Pôle État de droit, gestion des conflits et dialogue politique et **Mbassa THIOUNE**, Pôle radicalisation des jeunes et résilience.

Avec la contribution des chercheurs-associés du Timbuktu Institute et stagiaires **Morgane FERREIRA**, **Nafi DIAW**



Sources : réseau de chercheurs-associés (30) et enquêteurs locaux (20) du Timbuktu Institute, veille internet et réseaux sociaux, participation aux groupes des acteurs communautaires féminins, rencontres avec les parties prenantes au Sahel.

INTRODUCTION

« *S'il fallait rebaptiser la COVID-19, elle s'appellerait sans doute Julie, Fatou ou Marie* »¹.

Cette affirmation attribuée à l'Envoyée spéciale de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité, Madame Binta Diop illustre et résume à bien des égards les conséquences sexospécifiques non-négligeables de la pandémie.

En effet, depuis l'éclatement de celle-ci, on a pu constater, à l'échelle planétaire, l'apparition d'effets collatéraux dont une bonne partie a affecté la gent féminine de manière quasi identique mais à des degrés différents.

C'est tout à fait le cas pour ce qui est de la flambée des violences exercées sur les femmes, l'accentuation de leur précarité financière et sanitaire, l'inégalité en termes de représentativité et de prise de décisions dans la gestion de la crise.

L'Afrique subsaharienne n'a pas fait exception à la règle - bien qu'elle soit moins touchée - puisque ses acteurs féminins n'ont pas été épargnés par les effets dévastateurs de la pandémie.

Le constat est que le nouvel « ennemi mondial » a fini par installer une exacerbation des problèmes existants. Une telle situation a obligé ainsi les États à se réorganiser en conséquence sur tous les plans afin de faire barrière à une pandémie dont on savait si peu.

Pour cela, l'état d'urgence assorti du couvre-feu à des horaires différents d'un pays à un autre, le confinement, les restrictions de déplacement -le tout dans un emballage de plan de riposte ont été adoptés pour répondre de manière précoce à la crise.

De plus, les statistiques africaines montrent une nette infériorité des cas de contaminations de femmes par rapport aux hommes.

Néanmoins, la surreprésentation féminine au sein du personnel soignant mondial comme africain de même que dans le secteur informel, leur rôle incontournable dans les situations de crise, mais aussi leur place de pilier dans les sociétés de l'Afrique subsaharienne, vont de pair avec leur vulnérabilité face à cette crise sanitaire.

Ce sont, entre autres raisons pour lesquelles elles se sont fait distinguer à travers des contestations quoi que timides mais empreintes de sens quand on sait la gravité de la menace et des spéculations afférentes au coronavirus en Afrique.

Mais les femmes se sont en réalité plus illustrées à travers de la créativité grâce à des initiatives qui ont convergé avec les plans de crise nationaux. Pendant ce temps, les organisations internationales et régionales sensibles à la cause féminine, ont été d'un grand apport aux initiatives de femmes dans le cadre de la riposte contre la COVID-19.

¹ Cette affirmation est attribuée à l'Envoyée spéciale de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité : Madame Binta Diop : <https://fr.africanews.com/2020/06/20/la-covid-19-impacte-plus-les-femmes-en-afrique-oms/> consulté le 28 JUIN 2020

Convient-il de préciser la spécificité du Sénégal en ce sens qu'il figure, à la date de publication du présent papier, en tête des pays pour le nombre de ses cas, au Sahel.

Cette situation justifie la fréquence des exemples donnés à son propos comparé aux autres pays. Cela peut aussi être dû au fait que les autres pays ne publieraient pas aussi régulièrement des statistiques.

Cette note d'analyse s'intéresse aux conséquences sexospécifiques de la pandémie de COVID-19 en Afrique au Sahel avec une mise en relief des contestations et initiatives féminines face à la crise et aux mesures prises par l'État.

I. Des impacts de la COVID-19 sur les femmes du Sahel

Les impacts de la COVID-19 ont été ressentis et continuent de l'être dans tous les secteurs de la vie au Sahel. Mais il est important de noter que la gent féminine a subi de plein fouet la crise ainsi que ses contrecoups socioéconomiques de même que du point de vue sanitaire.

Une crise aux conséquences économiques préoccupantes

Au cours du semestre qui vient de s'écouler, la COVID-19 a entraîné de rudes conséquences économiques dans le monde, particulièrement en Afrique sub-saharienne et tout porte à croire que la situation s'envenimera au semestre prochain. En ce sens, le Fonds Monétaire International (FMI) a formulé des prévisions de dépression avec l'économie qui a été au ralenti.

Du point de vue économique, l'Afrique subsaharienne se singularise quelque peu du reste du monde en ce sens que son économie est essentiellement informelle. En 2017, le (FMI) évaluait entre 25 et 65% la taille de l'économie informelle dans le PIB de cette partie de l'Afrique. En dépit de son poids économique, il est de loin plus affecté par les effets de la crise sanitaire que le secteur dit formel. La raison est que la possibilité de réadaptation qui s'offre à ce dernier secteur, notamment la possibilité de télétravail, est quasiment impossible dans le milieu informel, même si la possibilité d'orienter son activité vers la production de matériel de lutte contre la propagation du virus existe. Dans cette dernière hypothèse, il peut se poser le problème de l'écoulement des marchandises dans le petit commerce en raison des mesures restrictives.

Dans ce secteur, les femmes sont majoritairement représentées et sont consécutivement plus touchées par les effets de la pandémie. L'Organisation Internationale du Travail les estime récemment à plus de 90% à occuper un emploi informel, contre 86,4% d'hommes². Cela va sans dire que les restrictions de rassemblements publics, la fermeture des marchés, la mise en place du couvre-feu nocturne, la fermeture des frontières terrestres comme aériennes, l'interdiction des déplacements interurbains, etc., impactent considérablement ces actrices et leurs activités génératrices de revenus.

2 Femmes et hommes dans l'économie informelle un panorama statistique, troisième édition, 2019 ; https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_734075.pdf

Au **Sénégal**, par exemple où 75% des femmes évoluent dans le secteur informel³, les mesures restrictives de libertés de mouvement ont immédiatement entraîné l'arrêt total ou partiel de certaines activités.

Ainsi, des travailleuses domestiques, aux aides ménagères, en passant par restauratrices ou encore les serveuses, toutes ont perdu partiellement ou totalement leurs revenus.⁴

La situation est quasi identique au **Mali** et au **Burkina Faso** mais avec la particularité que ces pays traversent, en plus, une crise sécuritaire sans précédent ayant entraîné des déplacements massifs de populations vers d'autres zones moins risquées. Tout d'abord au Mali, en plus de la catégorie des femmes déplacées dont la vulnérabilité a été soulignée lors d'une étude de 2017 réalisée par Timbuktu Institute sur « Femmes, prévention et lutte contre l'extrémisme violent au Mali », s'ajoutent celles qui s'activaient en milieu urbain, dans des activités d'hébergement et de restauration et les activités de commerce en détail dans lesquelles elles représentent successivement 71% et 63%.

D'ailleurs **des entretiens réalisés par ONU Femmes avec des femmes au Mali montrent que pratiquement tout l'échantillon interrogé a perdu ses revenus du fait de la pandémie**. La raison avancée est qu'elles « [...] ne pouvaient plus transformer les matières premières, exporter, faire les activités qui nécessitent le regroupement comme la teinture ». ⁵ Ensuite au Burkina Faso, la vulnérabilité féminine y est une réalité sociale d'ailleurs mise en exergue par le Directeur pays d'Oxfam-Burkina Faso, Papa Konaté Sosthène en ces termes : « *Les jeunes filles et les femmes sont beaucoup plus vulnérables et exposées dans cette crise et nous devons mieux les protéger et répondre à leurs besoins* ». (Voir rapport *Les Femmes dans la crise au Burkina Faso : survivantes et héroïnes*⁶). Et cette situation créée par la pandémie à coronavirus est venue s'ajouter à leur exposition aux différents conflits existants au pays des hommes intègres. Elles sont ainsi confinées entre le marteau du coronavirus et l'enclume des violences de toutes sortes : harcèlements, extrémismes, conflits intercommunautaires, etc. Plus de deux millions d'entre elles éprouvent un besoin urgent et pressant d'aide humanitaire pour survivre de cette période difficile⁷. Il est à noter que chez les réfugiés, la promiscuité combinée au manque d'eau est de nature à augmenter le risque de contamination.

Le programme alimentaire mondial (PAM) a considérablement augmenté ses dépenses en nourriture et en soins de santé. En effet, il y a de réelles menaces sur la sécurité alimentaire au niveau des ménages burkinabè. L'agriculture et l'élevage qui sont les principales sources de revenus des populations ont connu un coup de frein au cours du trimestre passé. D'ailleurs, le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) prévoit une extension rapide des zones touchées par le risque accru d'insécurité alimentaire au Sahel à l'horizon de quelques mois⁸. Cette situation impacte fortement les femmes qui sont davantage présentes dans le secteur primaire.

3 Ce chiffre ressort d'un rapport réalisé par ONU Femmes de 2015 à 2016

4 <https://www.fes.de/fr/section-afrique/nouvelles-de-la-section-afrique/covid-19-and-the-economic-plight-of-women-in-senegal>
5 [file:///C:/Users/mr/Downloads/UNDP-Mali-Socio-Economique-Analyse-21-Mai-2020%20\(2\).pdf](file:///C:/Users/mr/Downloads/UNDP-Mali-Socio-Economique-Analyse-21-Mai-2020%20(2).pdf)

6 **Le rapport complet est disponible ici :** <http://hdl.handle.net/10546/620988>

7 <https://www.financialafrik.com/2020/05/25/plus-dun-million-de-femmes-au-burkina-faso-prises-en-etau-entre-conflict-et-covid/>
8 <https://www.ifri.org/fr/publications/editoriaux-de-lifri/lafrique-questions/covid-19-sahel-pandemie-lente-impacts-multiples>

Quant au **Niger**, la situation se présente de manière assez particulière du fait des disparités existantes dans la répartition, le contrôle et la gestion des ressources par les femmes lesquelles se heurtent très souvent à des normes culturelles limitatives de ces possibilités.

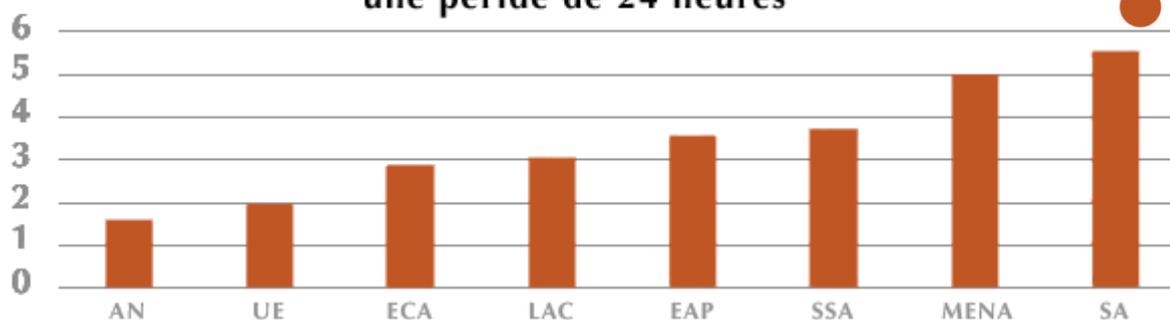
Ainsi c'est à juste titre que l'Analyse Rapide Genre pour COVID-19 réalisée sur le Niger en mai 2020 souligne que la réponse à la pandémie à coronavirus « *peut facilement augmenter les écarts déjà existants entre les sexes dans les moyens de subsistance* »⁹.

Et pourtant, **nombreuses sont les femmes à être cheffes de ménage et à qui incombent plusieurs responsabilités y compris financières**. Ainsi, témoignait une femme guérie du coronavirus « *Mais ce qui me fait mal aujourd'hui, après ma guérison, c'est surtout le fait de ne pas pouvoir vaquer à mes occupations. Je suis une cheffe de ménage, si je ne sors pas pour travailler, ma famille va en souffrir* ». ¹⁰

La précarité financière se traduit aussi par l'intensification de la charge de travail domestique ou gratuit des femmes, qui est accentuée lors des crises de pareille envergure. Le travail non rémunéré des femmes est très fréquent au sein de l'organisation familiale africaine et peut se traduire par l'accomplissement d'une bonne partie des tâches ménagères, la fourniture de soins aux membres vulnérables de la famille. Ainsi, sur une échelle de 0 à 6 l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), a classé les pays d'Afrique subsaharienne lesquels ont presque franchi la barre du quatrième niveau un peu avant les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et ceux de l'Asie du Sud¹¹. Le graphique ci-dessous corrobore cet état de fait.

Ce graphique met en évidence le fait que **les femmes assument le fardeau des tâches ménagères**.

Ratio hommes/femmes du temps moyen passé aux tâches domestiques non rémunérées sur une période de 24 heures



Source : Statistiques de l'OCDE.

Note : AN : Amérique du Nord ; UE : Union Européenne ; ECA : Europe et Asie Centrale ; LAC : Amérique Latine et Caraïbes ; EAP : Asie de l'Est et Pacifique ; SSA : Afrique Subsaharienne ; MENA : Moyen-Orient et Afrique du Nord ; SA : Asie du Sud.

⁹<https://www.careevaluations.org/wp-content/uploads/RGA-COVID-19-Niger.pdf>

¹⁰<http://www.ipd-aos.org/spip.php?article500> , consulté le 30 juin 2020

¹¹Adiambo Agara, Stella. Info-Afrique.com, « Femmes et Hommes ne sont pas égaux face au coronavirus », le 2 mai 2020, article [en ligne] <https://www.info-afrique.com/femmes-hommes-face-au-coronavirus/>

Concrètement, cela se traduit par le fait qu'elles ont naturellement la responsabilité de combler les besoins primaires de leurs familles et de la communauté, tels que s'assurer de l'approvisionnement en eau dans les localités qui n'ont pas accès à l'eau.

Cette responsabilité est d'autant plus grande en cette période où se laver les mains devient un geste de protection vital. En même temps, **cette responsabilité expose les femmes à la maladie car devant impérativement et surtout prendre le risque d'affronter le virus.**

Et ce surcroît de travail ne favorise pas la prétention à un gain, à plus forte raison le maintien de la santé de la femme sur le long terme. L'état d'urgence sanitaire n'a fait qu'accentuer cet écart.

A ces difficultés économiques viennent se greffer des cas de violence qui ne sont autre que le résultat du confinement des couples.

Dégradation de la condition féminine à travers l'explosion des cas de violences domestiques

Les restrictions imposées aux populations afin de limiter la propagation du virus ont permis aux familles de se retrouver pour des raisons parfois indépendantes de la volonté de leurs membres. Très vite, **le constat d'une multiplication exponentielle des cas de violences basées sur le genre a été un fait notoire** un peu partout dans le monde.

Le Fond des Nations Unies pour la population (UNFPA) estime en ce sens qu'à l'échelle mondiale « [...] six mois de confinement pourraient aussi produire 31 millions de cas supplémentaires de violence basée sur le genre ». ¹²

En effet, rien qu'en Chine, aux États Unis ou encore en Angleterre, une augmentation de 25% des cas de violence domestique ¹³ ont été relevées. Parallèlement, des analyses menées sur le continent africain se sont penchées sur ce phénomène social croissant pour s'assurer de ses raisons spécifiques.

C'est ainsi qu'au **Mali**, une enquête réalisée par les Nations Unies souligne que les situations causées par la COVID-19 pouvant créer des Violences Basées sur le Genre (VBG) sont principalement la cohabitation, l'inactivité et l'incapacité financière des hommes et dans une moindre mesure l'incapacité financière des femmes. ¹⁴

Un raisonnement a contrario voudrait que ces limitations soient levées pour prétendre à une diminution de ce phénomène social. À vrai dire, les VBG sont un fait historique très répandue dans ce pays où déjà en 2018, l'enquête Démographique et de Santé-Mali (EDSM)-IV dévoilait que la moitié des femmes (49%) âgées de 15 à 49 ans en union ou en rupture d'union ont subi à n'importe quel moment de leur vie « des actes de violence émotionnelle, psychologique, physique et sexuelle ».

¹²<https://www.unfpa.org/fr/news/violence-mariage-denfants-mutilations-génitales-et-grossesses-non-désirées-des-millions-de-cas#>

¹³ Étude sur l'impact du COVID 19 sur les Violences Basées sur le Genre au Mali Mai 2020, Nations Unies Mali, p. 6 ; https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/etude_impact_covid-19_sur_les_vbgv4.pdf

¹⁴ Ibidem

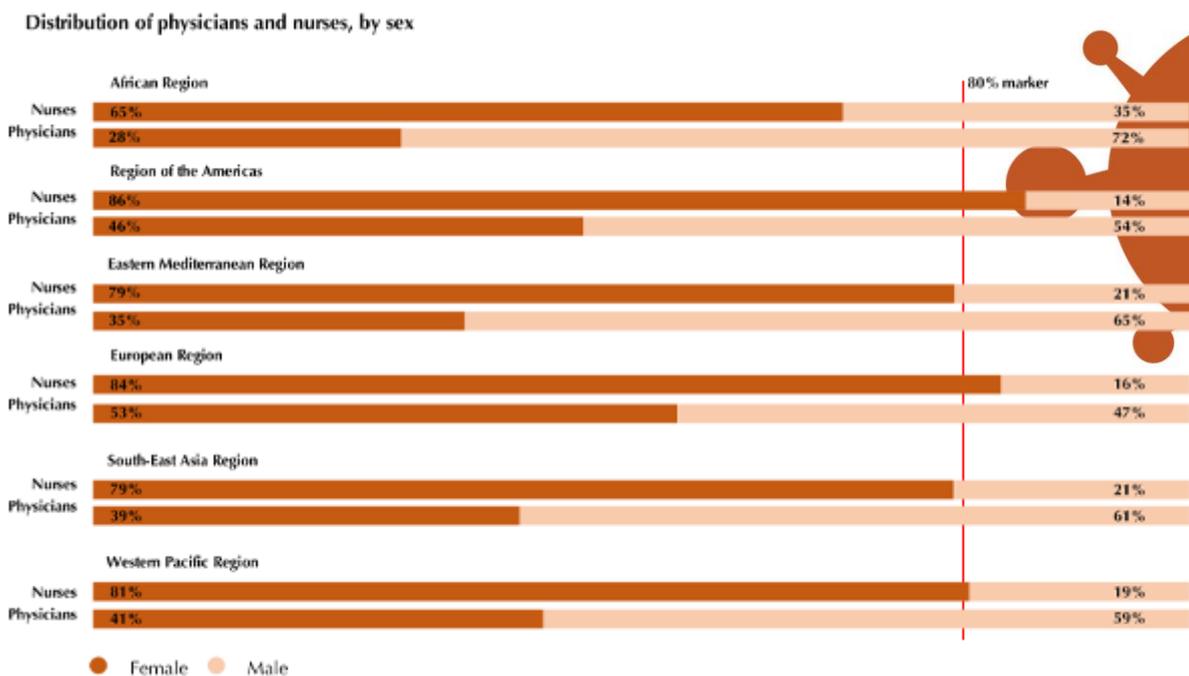
Le Niger ne semble pas mieux loti que son voisin malien puisque le **personnel de santé relève avec acuité la fréquence de ces types de violences basées sur le genre.**

C'est ainsi qu'un agent de santé de la région de Maradi, située dans le Sud du Niger, affirme : *« On assiste à beaucoup des cas de violences domestiques. Les femmes avec des blessures arrivent au niveau des CSI [Centres de Santé Intégrés] pendant cette période de crise »*¹⁵. Le même agent regrette toutefois le manque de moyens de ces structures dédiées lesquelles sont relayées par des ONG en charge de ces questions omniprésentes.

Fort de ce constat, la quasi-totalité des États subsahariens ont procédé de manière dégressive au déconfinement des populations et cela peut participer à la réduction de ces violences. Mais il faut tout de même noter que **les violences domestiques ont pris une ampleur énorme pendant la pandémie de COVID-19 et engendrent très souvent des problèmes de santé aux personnes victimes.**

Exposition à la maladie en raison de la surreprésentation féminine dans le milieu sanitaire

En plus d'être les premières à subir les conséquences de la crise, les femmes composent 65% du personnel soignant sur le continent africain comme le montre le graphique ci-dessous.



Source : WHO 2019, data National Health Workers Accounts for 91 countries for physician data and 61 countries for nursing data.

Cela veut dire que le personnel soignant féminin demeure plus exposé au risque de contracter la maladie que celui masculin.

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, 2.217 travailleurs de la santé ont été infectés dans une trentaine de pays en Afrique à la date du 27 mai.

¹⁵<https://www.careevaluations.org/wp-content/uploads/RGA-COVID-19-Niger.pdf>

Dans ce lot, le **Niger** fait partie des pays africains les plus touchés en termes de contamination à la COVID-19 au sein du personnel soignant avec 177 cas derrière le Nigéria et l’Afrique du Sud. **Le Sénégal fait également partie des pays où le personnel de santé est relativement touché avec 77 cas** confirmés à la même période.¹⁶ Selon le Directeur du Centre des Opérations d’Urgences Sanitaires (COUS), Dr. Abdoulaye Bousso « *On a des personnels de santé qui ont été contaminés dans la communauté et des personnels de santé ont été contaminé dans l’exercice de leurs fonctions, dans les structures hospitalières* ». ¹⁷ Cela sous-entend qu’une protection de ce personnel s’impose car l’augmentation de cas en leur sein réduirait le nombre de personnes chargé de la prise en charge des malades.

Il ne faut pas exclure l’accès difficile aux soins notamment pour les femmes en état de grossesse, de même qu’à la contraception.

Pendant ce temps, les innombrables conséquences de la COVID-19 sur les femmes ont abouti à une série de contestations ayant généralement pour but la reconsidération du rôle des femmes dans la lutte contre les effets de la maladie.

II. Contestations féminisées au sujet des mesures prises sur la covid-19

Des critiques et contestations n’ont pas manqué en cette période de crise où beaucoup d’observateurs se sont arrêtés sur les apparences d’une cohésion sociale et d’une unité nationale le temps d’une crise sanitaire.

Bien que peu relayé, les femmes ont fait montre d’un certain activisme, parfois d’attitude contestataire afin d’attirer l’attention des gouvernants. Le but poursuivi est le recouvrement de leur liberté et donc de leur condition financière d’avant crise grâce des solutions appropriées au regard de la gravité de la situation.

Globalement, les contestations émises par les femmes concernent le confinement restrictif des libertés individuelles, l’état d’urgence qui a beaucoup freiné la rentabilité du marché de l’informel, la réduction du nombre de passagers imposée aux transports en commun, etc.

De ce fait, pour survivre malgré ces mesures drastiques, certaines femmes iront jusqu’à les outrepasser afin de reprendre leurs activités génératrices de revenus.

Au **Sénégal**, le fonds de riposte COVID-19 dans le cadre duquel est prévu la distribution de vivres sensé aider les femmes, s’est heurté à des problèmes d’acheminement contestés par les familles nécessiteuses. En outre, **des femmes commerçantes, surtout celles évoluant dans le milieu agricole, sont confrontées au problème d’écoulement de leurs produits dans les marchés hebdomadaires** ou « loumas » qui ont été astreintes à la fermeture.

¹⁶<https://www.senepus.com/sante/77-travailleurs-de-la-sante-infectes-depuis-lapparition-de-covid>

¹⁷<https://www.amnesty.sn/covid-19-au-senegal-il-faut-protger-le-personnel-de-sante/>

L'interdiction du transport interurbain a encore exacerbé leurs problèmes. Il s'en est suivi une perte de revenus qui ont eu un impact négatif sur la vie des femmes du monde rural dont la plupart incarne le rôle de cheffe de famille et à qui incombe la prise en charge financière de tous les membres de leurs familles.

Ainsi, au cours d'un débat d'experts paysans sur les effets de la COVID-19, il a été souligné que « la fermeture du marché de Keur Momar Sarr qui est le deuxième plus grand marché de la région de Louga après celui de Dara Diolof, a bloqué la commercialisation des produits issus des activités agricoles du lac de Guiers que sont la patate, l'oignon, la pomme de terre, etc. »¹⁸

Aussi, l'avancement des horaires de fermeture des lieux publics, tels que les quais de pêche, n'a pas du tout profité aux femmes.

Contrairement au Sénégal où les marchés étaient astreints à respecter des jours d'ouverture particuliers, voire à fermer, le gouvernement du **Mali** a été plus souple car il a fixé pour la période du 7 avril au 30 juin 2020 leur ouverture de 6h à 16h. Cette situation peut certes créer des manques à gagner mais se comprend aisément car le pays semble moins touché que son voisin sénégalais.

Bien qu'elles soient principalement affectées, les femmes demeurent quasiment exclues des instances de prise de décisions pour contrecarrer la pandémie. La directrice exécutive d'ONU Femmes, Mme. Phumzile Mlambo-Ngcuka souligne en ce sens l'importance de l'implication des femmes dans la lutte contre la pandémie tout en regrettant le fait qu'elles ne soient pas impliquées « [...] dans la prise de décision pour répondre à la crise ».

Elle poursuit en soulignant que « nous savons des expériences d'Ébola, lorsque vous excluez les femmes, alors vous risquez de faire face à une catastrophe ».¹⁹

Au niveau local, les organisations de femmes ont pris les choses en main en critiquant cette faille constatée qui n'est autre que la continuité des pratiques excluant les femmes en matière de prise de décision. Le **Niger**, comme certains de ses voisins, est le cas typique de pays où l'homme incarne culturellement le rôle de chef de famille et donc de porteur de décision. Cette architecture au sein de la famille se poursuit au sein même des instances de décision. Le **Sénégal** ne déroge pas à la règle même si on peut noter une légère amélioration en ce sens. Des critiques ont émané des représentantes d'organisations féminines sénégalaises en raison de leur sous-représentation dans les processus de prise de décisions en matière de lutte contre la pandémie. Dans les faits, un Comité de suivi des opérations du Fonds Force Covid-19 est mis en place par le président sénégalais.

Très vite, la composition dudit comité a intéressé les associations féminines dont l'une des représentantes a fini par lâcher « **Nous avons été déçues de voir que le comité national qui a été mis en place, n'avait que 5 femmes sur les 30 personnes qui doivent représenter ce comité-là** ».²⁰

¹⁸<http://www.cncr.org/fr/espace-multimedia/actualites/2eme-debat-dexperts-paysans-sur-les-impacts-du-covid-19>

¹⁹<https://www.un.org/africarenewal/fr/demi%C3%A8re-heure/les-mesures-africaines-face-au-covid-19-doivent-%C3%AAtre-sensibles-au-genre>

²⁰https://www.leral.net/Fonds-force-Covid-19-La-societe-civile-feminine-denonce-la-sous-representation-des-femmes-dans-le-comite_a275396.html

Cette critique semble justifiée au regard de leur rôle incontournable dans les soins aussi bien dans le cadre familial qu'au sein du corps médical.

Parallèlement au Burkina Faso, des contestations ont principalement porté sur la non-transparence des mesures gouvernementales, le manque de communication et la non-disponibilité du matériel médical dans les structures de santé. À titre d'exemple, un plan de lutte contre le virus, « **Femme riposte Covid-19** » qui est un cadre de concertation créé par des femmes afin de lutter contre la pandémie a été mis en place.

Les initiatrices de ce plan ont saisi cette occasion pour décrire la manière dont la maladie est gérée sur le plan national et ces critiques ont porté sur trois niveaux à savoir :

- Le manque de communication au niveau gouvernemental qui inquiète sérieusement les populations ;
- L'indisponibilité du matériel de prévention et de soins dans les structures de base ;
- Le manque de transparence dans la distribution de l'aide alimentaire²¹.

Cependant, la réticence des femmes face au risque de contracter la maladie, les fausses nouvelles, ont tout de même contribué à atténuer les contestations féminines dans le cadre de la pandémie.

III. Initiatives des femmes face aux effets de la pandémie

Dès le départ, la pandémie du coronavirus a servi de prétexte à nombre d'individus pour divulguer de fausses informations ayant impacté le niveau de compréhension des enjeux de celle-ci. Cette situation est de nature à annihiler les efforts des femmes sensibles à ces informations, telles que celles non-alphabétisées et dont l'accès à l'information peut se révéler difficile ; ce qui peut donc biaiser le rôle des femmes dans la lutte contre la crise. Malgré ce déficit de visibilité médiatique, des initiatives sont notées çà-et-là dans le Sahel mais à des degrés différents selon le niveau d'engagement des activistes féminins propre à chaque pays.

Des initiatives muries par des femmes....

La créativité féminine est mise en exergue dans ce contexte de crise sanitaire. Au tout début, les actrices se sont distinguées à travers leur créativité et leur niveau d'engagement qui les place au-devant de la lutte contre ce fléau. Tout d'abord, une campagne de distribution de matériels de protection et de nourriture a été lancée par des acteurs relevant de milieux diversifiés afin de répondre aux besoins primaires des populations. Ainsi, à l'occasion de la journée de la femme nigérienne célébrée depuis les années 1990 à la date du 13 mai, la ministre en charge de la promotion de la femme a opté pour une commémoration sobre digne d'une situation de crise, en se gardant de toute festivité. En plus d'un message délivré par la ministre, l'occasion a été saisie pour distribuer des masques²².

²¹<http://www.ipd-aos.org/spip.php?article499>

²²<http://www.anp.ne/?q=article/13-mai-le-niger-celebre-la-journee-nationale-de-la-femme-sur-fond-de-covid>

Les acteurs humanitaires participent également à leur manière aux stratégies de riposte COVID-19 au niveau local. **Des femmes réfugiées au Niger employées par une coopérative mise en place par le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) ont fait montre d'innovation** avec la création de savon, de gel hydroalcoolique, d'eau de javel et de récipients afin de les distribuer gratuitement.²³ En plus de cette partition à la lutte contre la pandémie, le projet délivre à ses parties prenantes un savoir-faire qui pourrait leur servir à l'avenir.²⁴

Aussi au **Burkina Faso**, la gent féminine a été particulièrement touchée et s'est par la suite distinguée à travers des initiatives assez innovantes.

C'est ainsi que le Comité des femmes de l'Union Internationale des Travailleurs de l'Alimentation (UITA) **du Burkina Faso** et la Coordination nationale des organisations affiliées à l'UITA au pays ont apporté une protection sociale aux travailleurs et travailleuses au moment où certains employeurs ont été réticents, voire incapables²⁵.

Cette initiative est à saluer quand on sait que les moyens dédiés à la sensibilisation sont limités dans beaucoup de pays africains.

Parallèlement, **les femmes ont su développer un esprit de créativité**, comme c'est le cas d'un groupe de femmes et de personnes ressources qui se sont constitués pour mettre sur pied le plan « Femme riposte Covid-19 », promouvant le genre et la participation féminine. Ses membres s'activent dans la sensibilisation sur le terrain et dans les réseaux sociaux, mais également dans la distribution de kits d'hygiène en plus du plaidoyer²⁶.

De l'autre côté de la frontière nigérienne, au **Mali**, c'est une initiative d'une autre nature qui est portée par des acteurs locaux.

La fondation environnementale de l'ancien mannequin burundaise, Esther Kamatari installée au pays de Modibo Keita, a anticipé la crise en se lançant dans **une opération de fabrication des fameux « masques en or blanc » ou en coton à bas prix**. L'idée est fortement empreinte de solidarité -au regard du coût élevé du masque à usage temporel- et de promotion des matières premières locales, en l'occurrence le coton.

Par ailleurs elle a offert un lot important de masques au ministère de la santé qui à son tour, l'a remis aux femmes prisonnières de la maison d'arrêt de Bollé.

Toujours dans cette dimension anticipative, le Réseau Paix et Sécurité des femmes de l'espace CEDEAO en partenariat avec le **Centre d'Etude et de Coopération International (CECI) Sénégal**, a mis en place un groupe de riposte composé de 50 organisations afin de collecter et distribuer des denrées alimentaires, des masques et autres produits hygiéniques.²⁷

23<https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2020/5/5ec37fc7a/niger-refugies-produisent-articles-dhygiene-endiguer-pandemie-covid-19.html>

24<https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2020/5/5ec37fc7a/niger-refugies-produisent-articles-dhygiene-endiguer-pandemie-covid-19.html>

25<http://www.iuf.org/w/?q=node/7662>

26<http://www.ipd-aos.org/spip.php?article499>

27<https://www.ceci.ca/fr/nouvelles-evenements/au-senegal-les-femmes-sunissent-contre-la-covid-19>

Ensuite, **des plateformes se sont multipliées en Afrique dans le cadre des initiatives de riposte initiées par des femmes.**

C'est ainsi que les femmes parlementaires sénégalaises et la société civile ont mis en place une plateforme de riposte *COVID-19/Les femmes DEBOUT*, qui s'investit non seulement dans la sensibilisation mais aussi dans le suivi psycho sanitaire, la mesure des impacts de la crise sur les Petites et Moyennes Entreprises (PME) des femmes mais aussi un accompagnement dans la relance de leurs activités, etc...²⁸.

Au-delà de la créativité féminine, une palette d'inspirations a émané d'organisations sensibles aux questions de genre.

... Et pour des femmes

Il faut dire que **les Nations Unies ont joué un rôle majeur dans la mise sur pied et l'accompagnement des mesures en faveur des femmes.** Dans ce sillage des études et notes d'analyse ont été exécutées sur le continent africain afin de comprendre les tenants et les aboutissants de la pandémie sur les couches vulnérables que sont les femmes. **En mai 2020, ONUFEMMES et le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) ont publié une recherche qui s'est spécialement penchée sur la condition de la femme en ces temps de crise** intitulée « *Etude sur l'impact du COVID 19 sur les Violences Basées sur le Genre au Mali* ». En plus d'aller à la rencontre des femmes malgré le niveau élevé de risque, l'équipe de recherche a fait un état des lieux des VBG, des impacts économiques de la crise, de l'exploitation et des abus sexuels avant de procéder à la formulation de recommandations opérationnelles.

De plus, un **intense plaidoyer est venu en appont à ces initiatives concrètes comme il a pu être relevé avec le dossier de plaidoyer d'ONU FEMMES** sur spécifiquement trois mesures de protection sociale d'urgence pour apporter un soutien aux femmes actives dans l'économie informelle pendant la crise. Ce document met sur la table l'extension de la couverture des transferts monétaires inconditionnels aux travailleurs informels, la nécessité de programmes de travaux publics pour la production d'équipements de protection individuelle produits par des femmes et enfin l'achat de fournitures essentielles pour les transferts en nature en tenant compte de la dimension de genre.

En plus des initiatives régionales, les organisations internationales ont fortement appuyé les Etats africains dans le cadre de leurs stratégies de riposte. Ainsi, le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural (MAER) du **Sénégal** a lancé en avril 2020 l'initiative « Le panier de la ménagère » avec l'appui de la FAO, du FNUAP mais aussi d'ONU FEMMES. L'idée est de « *Protéger les systèmes alimentaires locaux et améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de 300.000 personnes vulnérables en zones rurale, urbaine et périurbaine* » en ciblant les enfants, les femmes et les jeunes.²⁹

²⁸https://www.dakaractu.com/Lutte-contre-le-Covid-19-Des-femmes-parlementaires-et-de-la-societe-civile-mettent-en-place-une-plateforme-de-riposte-et_a186477.html

²⁹<http://www.fao.org/senegal/actualites/detail-events/en/c/1273333/>

En même temps, le FNUAP s'est aussi engagé à appuyer les populations et le personnel médical **mauritanien** en cette période de pandémie. En effet, l'organisation internationale a offert un lot de produits sanitaires composé de gants, mouchoirs, poubelles, désinfectants, gels, thermomètres, etc. aux sages-femmes pour mieux protéger les femmes.³⁰ Une action qui vient à son heure dans un contexte où les agents de santé se plaignent de manière récurrente du faible niveau du plateau sanitaire. C'est pourquoi, un peu partout en Afrique sub-saharienne, des femmes s'impliquent activement pour venir en appoint aux autorités sanitaires.

A titre d'exemple, la présidente de l'association "*Femme Aussi*", un groupe qui assiste les personnes vulnérables au **Tchad**, madame Nétoua Ernestine Le Néribar, s'est engagée dans la sensibilisation de la population pour le respect des mesures barrières³¹. En outre, la proximité des femmes vis-à-vis des hommes et des enfants au regard de leur rôle essentiel dans le fonctionnement familial les prédispose au rôle d'avant-gardistes dans la gestion de la crise. Au pays de Toumaï, l'Association de femmes commerçantes et cheffes d'entreprises du **Tchad** (AFCCT), en collaboration avec *la Plateforme zéro Covid-19 au Tchad*, a lancé récemment une campagne de sensibilisation à Moursal, dans le 6^{ème} arrondissement de N'Djamena.

La campagne a été suivie de distribution de masques en insistant sur la vigilance des populations. Les résultats des initiatives tchadiennes sont concluants en ce sens que le pays semble avoir une maîtrise parfaite de la pandémie.

Il convient de noter qu'au fur et à mesure que la crise se durcissait, les femmes devenaient plus impliquées dans les instances de décision. Dans cette période de pandémie, dans nombre de pays africains comme au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Libéria, au Mali, au Niger, au Nigéria, en République de Centrafrique et au Sénégal, **ONU Femmes renforce l'accès à des services essentiels et de qualité pour les femmes victimes de violence au cours cette période** de maladie à coronavirus tout en veillant à la pleine participation des femmes aux instances de décision³².

Au final, la question de l'émancipation de la femme est plus que jamais actuelle en cette période de crise où elles subissent le plus lourd contrecoup. À cet effet, les Objectifs de Développement Durables et l'agenda 2063 ne peuvent être atteints véritablement que si les femmes et les filles s'impliquent et/ou sont pleinement impliquées dans la vie économique et sociale.

30 <https://wcaro.unfpa.org/fr/news/mauritanie-unfpa-sengage-en-faveur-de-la-protection-des-sages-femmes-contre-le-covid-19>

31 <https://www.voaafrique.com/a/la-pr%C3%A9sidente-d-une-association-tchadienne-fabrique-des-sceaux-d-eau-pour-aider-la-lutte-contre-le-covid-19/5363290.html>

32 <https://www.unwomen.org/fr/news/in-focus/in-focus-gender-equality-in-covid-19-response/un-women-response-to-covid-19-crisis>

Conclusion

Au terme de cette analyse, on aura constaté de timides contestations émanant de femmes malgré leur vulnérabilité face à la crise. Cette situation ne rime point avec un défaut de leadership. Du point de vue des initiatives, les femmes ont fait montre d'un engagement à tous les niveaux que cela soit dans la prévention ou dans des actions concrètes participant à la lutte contre le coronavirus. C'est donc par des actes concrets contribuant à la résilience qu'elles se sont fait remarquer dans le cadre d'un engagement constructif.

Toutefois, aussi bien le déficit de moyen et le désintérêt des médias par rapport aux contributions féminines à la résilience ont empêché que leurs actions contributives soient dûment relayées.

Aussi, la recrudescence des violences basées sur le genre montre en réalité qu'encore une fois, en temps de crise les vulnérabilités des acteurs féminins s'accroissent et les pratiques bannies prennent de l'ampleur. Sur ce plan, il était légitime de s'attendre à des contestations féminines ne serait-ce que pour dissuader les potentiels auteurs. L'autre constat est que les femmes victimes de violences préfèrent souvent ne pas se plaindre ouvertement mais se confessent plus facilement lors d'enquêtes et d'études sur le sujet surtout en temps de crise. Les rares comités de lutte contre les violences sur les filles sont peu connus des victimes qui au final semblent se soucier plus d'une forme de respectabilité sociale que de leur état physique et psychique. La pandémie à coronavirus devrait ainsi inspirer nos États de développer et vulgariser des outils dissuadant les potentiels auteurs de violences sous peine de lourdes sanctions.

Enfin, le coup d'arrêt qui a frappé une bonne partie du secteur informel est un fait que les autorités politiques doivent prendre en considération au niveau macro, quand on sait sa part dans l'économie africaine et place qu'y occupent les femmes. L'absence de couverture sociale des travailleurs de l'informel en dépit des aléas auxquels ils peuvent être confrontés, a beaucoup affecté l'activité économique des femmes et risque de laisser des séquelles durables surtout que la plupart des pays concernés par l'étude annoncent une inéluctable récession économique post-covid-19.

Recommandations

- Établir de manière collaborative, un bilan intermédiaire des différents impacts de la pandémie sur les femmes afin de réduire les risques d'aggravation de leur vulnérabilité
- Mener dans les pays ciblés par la présente note d'analyse une recherche plus poussée sur les impacts de la COVID-19 et ses incidences sur la détérioration des conditions de vie des femmes afin de mettre à la disposition des États et des partenaires internationaux une analyse comparative claire de la situation
- Mener davantage de plaidoyer sur la nécessité de mettre en place de comités nationaux en charge des violences basées sur le genre en période de crise afin de centraliser leur enregistrement et leurs solutions
- Accélérer les processus d'autonomisation des femmes et des filles pour faciliter leur accès à la terre et ainsi assurer une autosuffisance alimentaire dans le but de renforcer la résilience communautaire de manière générale ;
- Concevoir des plans de résilience économique et social prenant en compte la dimension genre afin de réduire les conséquences économiques et d'éviter que les inégalités femmes/hommes ne se creusent davantage du fait des crises récurrentes ;
- Accompagner et soutenir les initiatives des femmes et surtout renforcer davantage leur leadership et donc en résilience au regard de leurs rôles dans les communautés et prêter une plus grande attention à la recrudescence des pratiques bannies et des violences contre les femmes.

TIMBUKTU INSTITUTE

African Center for Peace Studies
www.timbuktu-institute.org

Le Timbuktu Institute est un think-tank africain basé à Dakar, Niamey, Nouakchott, Bamako et Conakry dont la mission est de co-construire un monde de Paix et de Justice en Afrique.

Le Timbuktu Institute valorise les ressources endogènes de l'Afrique, de sa société civile et communautaire, des citoyens, chercheurs universitaires ou religieux ... afin d'inspirer des méthodes innovantes de médiation aux partenaires internationaux qui partagent les mêmes idéaux.

contact@timbuktu-institute.org

www.timbuktu-institute.org

@timbuktuacps



La Fondation Konrad Adenauer (FKA) Porte le nom du premier chancelier de la République Fédérale d'Allemagne.

Elle est une fondation allemande à caractère politique qui, à travers ses divers programmes de formation politique et civique, apporte une contribution à la paix, la liberté et la justice en Allemagne et dans plus de 120 pays.

La FKA a commencé ses activités au Sénégal en 1976 avec les objectifs suivants : la promotion de la démocratie, l'appui à la décentralisation, le renforcement du secteur économique privé, le renforcement du dialogue politique, interculturel et interreligieux, la promotion de la femme, l'appui aux médias et la promotion de l'éducation civique, de la paix et de la prévention de conflits.

Dans le cadre du renforcement du leadership des jeunes, la FKA coopère avec les universités et entretient des programmes de formation pour jeunes leaders (Académie Adenauer) et un programme de bourses d'excellence destiné à des étudiants brillants et engagés.

<http://www.kas.de/de/web/senegal>

buero.dakar@kas.de

